

Le Peuple togolais doit, sur les cendres des FAT, se doter de son armée

Lomé, 10 octobre 1993
Le Parti Communiste du Togo



Introduction

Le Peuple insurgé doit détruire les **FAT** et non les réformer, les démocratiser, et se créer sa propre armée. L'impérialisme ne peut de lui-même renoncer à ses objectifs de sa domination de nos pays. A la limite il ne peut que changer de méthode, de tactique voire de stratégie, et ce, sous la contrainte des rapports de forces. La logique constante attitude de la France impérialiste consiste à consolider ses intérêts économique-politiques et stratégiques acquis (usurpés) dans notre pays et dans la région. Et pour ce faire, elle garde une préférence immuable et ferme pour «un région fort» despotique (de préférence ouvertement militaire) meilleur garant de ses intérêts.

Impérialisme dominant dans notre pays, elle a toujours porté et porte toujours contre vents et marées sa préférence sur le sanguinaire sergent général autocrate Eyadema, sa propre créature qui à son tour, lui reste le fidèle des valets locaux de la France. A deux, ils forment un couple inséparable -au pouvoir depuis plus de 30 ans. **Le Peuple insurgé ne peut que les en chasser par la force.**

Leur criminel pouvoir bourgeois apatride autocratique, voire tout le régime anti-Peuple néo-colonial a toujours été et reste organisé autour de l'Armée néo-coloniale mercenaire réactionnaire, les FAT, créées, encadrées par elle pour tenir en respect, museler, écraser les masses populaires tandis qu'elle, aidée par ses alliés-suppôts locaux exploite le Peuple travailleur vole, pille le patrimoine du pays, viole la dignité nationale. **Cette armée-milice prétorienne reste l'épine dorsale du régime France-Eyadema vomie par le Peuple togolais.**

Dès lors on comprend aisément que quand précisément la question d'anéantir sa main-mise sur notre pays, de détruire l'appareil d'Etat néo-colonial (dont particulièrement les FAT) où elle hisse allègrement ses suppôts, locaux, quand précisément le prolétariat à la tête du Peuple insurgé monte à l'assaut de l'ordre impérialiste, c'est la panique, le désarroi induisant à des réactions ignobles, abjectes pouvant aller jusqu'au génocide comme au Rwanda en 1994. **Et pourtant, le Peuple insurgé doit anéantir ces horribles FAT et non les réformer, les démocratiser pour s'émanciper. Et sur leurs cendres se créer sa propre armée.**

Les FAT une milice prétorienne de Eyadema au service de la France contre le Peuple

1° Quelques notions générales sur l'armée

La question de l'armée est la question centrale du pouvoir politique. C'est cette réalité qui vient d'être confirmée une fois de plus par l'expérience de ces quatre dernières années. La vie a en effet montré que **la lutte pour le renversement de l'autocratie, et pour l'instauration d'un régime démocratique populaire et moderne dans notre pays, passe nécessairement par la solution correcte à la question des forces armées, des FAT.**

La faillite, face à l'autocratie, de la bourgeoisie libérale regroupée au sein de divers clubs électoraux, est à cet égard, patente. La solution, telle que l'a envisagée cette fraction de la bourgeoisie, a consisté à «revendiquer la neutralité» des forces armées, avec autant que possible l'aide et la garantie de certaines puissances impérialistes (France, Allemagne, Etats-Unis...) qu'elle s'obstine à qualifier de «puissances amies». Cette politique illusoire ne pouvait avoir pour résultat que de désarmer idéologiquement le Peuple, de le détourner de sa nécessaire organisation et de son indispensable préparation militaires en vue de l'affrontement décisif avec le régime autocratique barbare.

Pire, elle conduisit à livrer le Peuple sans défense à ses bourreaux. Significative fut à cet égard la désastreuse manifestation pacifiste du **25 janvier 1993**, qui se termina comme on le sait, dans le sang. Cette manifestation était non seulement opportuniste dans son orientation et dans ses objectifs; elle était criminelle par la manière dont elle était organisée: dans un contexte où l'on prétendait remettre le pouvoir autocratique sanguinaire en cause en déclenchant une «grève générale illimitée», rien n'était prévu pour assurer la protection, l'autodéfense des manifestants et du Peuple, pour neutraliser les sbires, hommes de main et autres agents provocateurs du pouvoir autocratique. Ceux-ci ont donc pu agir en toute impunité.

Une telle position politique est le reflet d'une conception idéologique et politique bien précise: la bourgeoisie parle de l'armée comme d'un phénomène immuable de toute éternité. C'est ainsi que l'on entend certains de ces bourgeois et petits bourgeois réformistes se dire «*contre la violence*», ou même contre l'existence d'une armée dans notre pays. Bien entendu, cette conception est celle qui correspond le mieux à leurs intérêts, à leurs objectifs. En effet, la bourgeoisie libérale et les opportunistes petits bourgeois n'ont pas du tout comme objectif la transformation démocratique radicale dans notre pays, l'instauration de la démocratie pour le Peuple, a mis seulement leur propre accès (ou leur retour) au pouvoir néo-colonial, afin de mieux participer au Pillage, à la spoliation éhontée de notre Peuple et de notre pays en partage, si besoin est, avec l'autocrate et sa clique. Elles n'ont donc aucun intérêt à la transformation des instruments de l'Etat néo-colonial (de l'armée néo-coloniale, les FAT notamment), dont elles entendent se servir à leur tour contre le Peuple. C'est bien là la signification réelle de la neutralité qu'elles revendiquent.

Cette conception qui consiste à considérer les choses et les phénomènes en soi, est qualifiée de métaphysique. C'est une conception hypocrite, qui sert à masquer les rapports d'exploitation et d'oppression dans l'intérêt de la bourgeoisie. Ainsi, c'est seulement après 1990, quand le Peuple a fait irruption dans la rue, que la bourgeoisie a «découvert» la question de la violence. Toutes ses fractions, tous ses représentants, **d'Eyadema à Koffigoh, de Dosseh à Kpodzro, Agboyibo,...** se sont alors mises à dénoncer «*la violence*»: «***pas de haine, pas violence***», «***la violence ne fait qu'engendrer la violence***», «***le Togolais est croyant, il n'aime pas la violence, il ne veut pas verser le sang togolais***». Ceci n'est pas un hasard: tous étaient demeurés silencieux, mieux: ils parlaient du Togo comme d'une «***Suisse africaine***» quand l'autocratie sanguinaire emprisonnait, torturait, assassinait impunément. **En fait, ce qu'ils condamnent, ce n'est pas du tout la violence «en général» mais la violence légitime exercée à son tour par le Peuple pour conquérir ses libertés et ses droits.**

Mais les grands penseurs de la Révolution, **Marx, Engels, Lénine et Staline** nous ont depuis longtemps démontré l'hypocrisie des conceptions métaphysiques de la bourgeoisie; ils nous ont appris à toujours appréhender les phénomènes et les choses dans leur réalité matérielle, à toujours les analyser de manière dialectique, c'est-à-dire en remontant à leur origine, et en les suivant dans leur évolution et dans leur développement. C'est ainsi que nous ne parlons pas, quant à nous, de la violence «*en général*», mais de la violence par qui? et pour qui? Et que

nous distinguerons ainsi entre la violence réactionnaire qui opprime les Peuples, et la violence révolutionnaire qui les libère. C'est pour la même raison, que nous ne parlons pas de la guerre «*en général*», mais de guerres d'agression impérialistes (guerres injustes), et de guerres de libération des Peuples (guerres justes). C'est de cette manière, la seule manière juste, qu'il faut aborder la question de l'armée, et plus particulièrement la question des FAT, et de la juste attitude des démocrates et des révolutionnaires à l'égard de celles-ci. Ainsi, la manière la plus juste d'aborder la question de l'armée, ce n'est pas celle qui part de considérations purement sentimentales et morales; c'est celle qui analyse les circonstances de son apparition et situe correctement sa place et son rôle dans la société.

Il est de fait que l'Armée n'a pas toujours existé. Au début de l'**Humanité**, quand se sont mises en place les communautés primitives, c'est toute la population qui s'armait et se défendait collectivement, et il n'était alors pas question d'Armée. On parle d'Armée, lorsque apparaît un détachement spécial d'hommes armés, qui se distingue désormais de l'ensemble de la population, parce que celle-ci n'a plus recours à son armement général comme c'était le cas à l'époque de la communauté primitive. **Mais dans quelles circonstances s'est opéré cet événement ?**

Les grands penseurs de la révolution nous ont appris que ce phénomène qu'est l'apparition de l'Armée, est lié à la division de la société en classes antagonistes et à l'émergence de l'Etat. En effet, sous le régime de la Communauté primitive, l'absence de la propriété privée, de division en classes et d'exploitation de l'homme par l'homme, rendait impossible l'existence de l'Etat. Dans la société primitive..., on ne trouve pas encore de traces de l'existence de l'Etat. Nous y voyons la domination des usages, l'autorité, le respect, le pouvoir dont jouissaient les chefs de clan; nous voyons que le pouvoir était reconnu parfois aux femmes -la situation de la femme ne ressemblait pas alors à celle qu'elle occupe aujourd'hui, privée de droits et opprimée -mais à cette époque nous ne voyons nulle part d'hommes élevés à un rang spécial et se distinguant des autres pour le gouvernement, possédaient un appareil de contrainte, un appareil de violence (**Lénine, «de l'Etat»**).

Mais la Communauté primitive n'est pas toujours restée à ce stade. Avec le développement des forces productives et des échanges, est apparue la propriété privée, avec comme corollaire, l'émergence des classes sociales et des inégalités sociales entraînant la désagrégation des anciens liens communautaires. C'est ainsi que certains vont s'approprier une partie considérable de la propriété communautaire, s'enrichir au détriment des autres, et s'ériger en groupes dominants; à la communauté des intérêts, vont faire place des intérêts différents, contradictoires. Ceci, naturellement, était source de conflits impossibles à résoudre désormais par la conciliation. C'est ainsi que peu à peu s'est fait sentir la nécessité d'une force distincte chargée de régler les conflits, de maintenir l'ordre: **ainsi naît l'Etat**.

Comme l'explique **Engels**: «*L'Etat n'est donc pas un pouvoir imposé du dehors à la réalité de la société ; il n'est pas davantage 'la réalité de l'idée morale , 'l'image et la réalité de la raison', comme le prétend Hegel. Il est bien plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement; il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble contradiction, avec elle-même, s'étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Mais pour que les antagonismes, les classes opposées ne se consomment pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper ce conflit, le maintenir dans les limites de l'ordre'; et ce pouvoir, né de la société mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'Etat*» (**Engels, l'origine de la famille, de la propriété et de l'Etat**).

Parlant de l'Etat, Engels précise bien qu'il s'agit d'un pouvoir qui se place en apparence au-dessus de la société; ce qui veut dire qu'il n'est rien dans la réalité. Parce que l'Etat naît de la transformation, par les groupes dominants surgis de la division de la société en classes des anciennes institutions communautaires en instruments de domination à leur profit.

L'Etat est un instrument de domination d'une classe sur une autre, et il résulte de tout ceci:

- **que l'armée, à l'instar de l'Etat, ne saurait jamais être neutre;**
- **que, liée à la division de la société en classes antagonistes, l'armée ne peut disparaître qu'avec le dépérissement de l'Etat et la disparition des classes sociales, c'est-à-dire avec l'avènement du communisme. Par conséquent, on ne peut poser la question de la fin de l'armée, indépendamment de la lutte pour la révolution, pour le socialisme et le communisme.**

Les grands penseurs de la Révolution nous ont appris qu'après la désagrégation de la communauté primitive, l'Humanité a connu trois étapes de développement historique:

- **la société esclavagiste;**
- **la société féodale;**
- **la société capitaliste;**
- **la société communiste étant la société d'avenir.**

Il nous ont montré qu'à chacun de ces régimes a correspondu un type particulier d'armée, caractéristique par sa composition, son organisation, son idéologie et même par sa tactique, tout en étant toujours au service des classes dirigeantes.

A. L'Armée dans la société esclavagiste

La société esclavagiste, rappelons-le, oppose les hommes libres et les esclaves. Les premiers jouissaient de tous les droits civiques, politiques et de propriété, y compris le droit de vie et de mort sur les esclaves; les seconds étaient privés de tous les droits. Les hommes libres se divisaient en deux classes: les grands propriétaires fonciers qui sont propriétaires d'esclaves, et les petits producteurs (paysans, artisans) dont les plus aisés utilisaient également le travail servile...). L'Etat représentait les intérêts des gros propriétaires. La société esclavagiste, l'organisation armée de la population est devenue impossible. On ne pouvait pas permettre l'armement des esclaves qui faisaient aussi partie de la population, mais étaient plus nombreux que les hommes libres.

L'armée, dans ces conditions, avait pour tâches:

- de tenir en respect les esclaves et les pauvres et, bien entendu, de mater les révoltes éventuelles qui n'étaient pas rares (cf. la révolte de **Spartacus**, qui mobilisa des centaines de milliers d'esclaves dans la **Rome antique de 74 à 71**)
- mener des guerres de conquête pourvoyeuses d'esclaves.

Naturellement, une telle armée était composée uniquement des hommes libres. Les esclaves étaient naturellement exclus. Le commandement était assuré par les représentants des grandes familles aristocratiques. C'étaient surtout des armées de fantassins, hoplites grecs, légionnaires romains...

B. L'Armée dans société féodale

La société féodale est celle où une minorité de féodaux, possesseurs de fiefs et hiérarchisés en seigneurs et vassaux, domine une masse de paysans, des serfs. Ces serfs étaient soumis à la corvée et à de nombreuses redevances au profit du seigneur; ils pouvaient être vendus avec la terre, mais on ne pouvait pas les tuer. La guerre, sous le régime féodal, opposait surtout les féodaux entre eux, pour la défense de leurs fiefs ou pour l'agrandissement de ceux-ci. L'armée, c'était le rassemblement temporaire de féodaux vassaux autour du souverain, en vue d'une campagne. C'étaient des cavaliers rompus à l'équitation et au maniement des armes. La cavalerie jouait un rôle primordial dans la guerre qui était surtout un affrontement de cavaliers, à moins qu'il ne s'agisse de s'emparer d'un château-fort par un long siège qui pouvait durer plusieurs mois, voire plusieurs années. Evidemment, l'armée avait aussi pour but d'écraser les révoltes paysannes, les jacqueries.

Avec l'évolution technologique et l'introduction des armes à feu, naturellement, les chevaux comme les armures étaient devenus plus vulnérables face aux balles de fusils, les châteaux-forts plus faciles à prendre face aux boulets de canons. La cavalerie périclita par conséquent au profit de l'infanterie et de l'artillerie. D'autres classes sociales eurent ainsi leur place dans l'armée, c'est-à-dire la bourgeoisie montante et les couches populaires. Mais l'armée n'en resta pas moins fondamentalement féodale.

En effet:

- ❑ les régiments restaient la propriété des seigneurs féodaux (les rois, les princes, les ducs et autres comtes), qui les équipent, les entretiennent;
- ❑ les soldats étaient surtout des mercenaires attirés par l'appât du gain ou recrutés de force; la discipline n'était maintenue qu'au prix de dures corrections; l'absence de tout idéal rendait les désertions fréquents; le combat en ligne et en rang serré était le seul moyen pour maintenir la cohésion au sein des troupes;
- ❑ les grades supérieures de l'armée étaient réservés aux seuls représentants de la féodalité, interdits à la bourgeoisie, malgré l'importance des apports de celles-ci, notamment dans l'artillerie et dans le génie. Il en sera ainsi jusqu'à la révolution bourgeoise et l'affirmation de la bourgeoisie comme classe dominante.

C. Le capitalisme et l'Armée

L'affirmation de la bourgeoisie en tant que classe dominante dans la nouvelle société qui émerge du régime féodal, connaît deux phases: la première correspond à la période où la bourgeoisie, classe révolutionnaire, prend la tête de la lutte émancipatrice contre la féodalité (cf. la guerre d'indépendance des Etats-Unis, la révolution française...); la deuxième correspond à la période où la bourgeoisie, ayant vaincu la féodalité, devient réactionnaire. A chacune de ces périodes correspond un rôle particulier de l'Armée.

1) L'Armée, instrument d'émancipation anti-féodale

Pendant cette première période, la bourgeoisie était alors révolutionnaire. Pendant la période révolutionnaire, sous l'impulsion de la bourgeoisie, vont naître, face aux armées anciennes ou sous leurs débris, des armées entièrement nouvelles à plus d'un titre:

- ce sont des armées volontaires, et non plus de mercenaires comme auparavant; elles sont par conséquent motivées, animées d'une foi patriotique et révolutionnaire.
- ce sont des armées qui tendent à rassembler toutes les couches du Peuple, et qui de ce fait, se rapprochent (en France notamment) de la population s'organisant elle-même en force armée.

- ces armées vont inventer de nouvelles méthodes de combat, des tactiques nouvelles, inédites.
- Ces volontaires sont en totale rupture avec les traditions des armées anciennes, et n'ont pas reçu l'instruction qu'on y dispensait. C'est ainsi qu'elles vont abandonner le combat en ligne en vogue dans les armées féodales. Cette méthode de combat, indispensable pour maintenir la cohésion dans les armées anciennes composées de mercenaires, n'était pas du tout nécessaire dans les armées nouvelles, constituées de volontaires. Les soldats vont donc se fier à leur propre instinct, et développer leurs propres initiatives pour trouver les tactiques de combat les plus appropriées, en rupture totale avec les règles d'alors: c'est le combat en tirailleur, combinée à l'utilisation judicieuse du terrain qui permit aux combattants américains de faire de grands ravages dans l'armée anglaise d'occupation coloniale; c'est la formation en colonne des armées de la Révolution française.

*«La formation en colonne, dit Engels, permettait, fût-ce à des troupes peu entraînées, de se mouvoir avec assez d'ordre, et même avec une vitesse de marche plus grande (100 pas et plus à la minute; elle permettait d'enfoncer les formations rigides du vieil ordre en ligne, de combattre sur tout terrain, par conséquent, même sur ceux qui étaient favorables à la ligne, de grouper les troupes de la manière qui convenait suivant les besoins, et en liaison avec le combat de tirailleurs dispersés, de retenir, d'occuper et de fatiguer les lignes ennemies jusqu'à ce que le moment fût venu de le rompre au point décisif de la position avec des masses en réserve» (Engels, **Le rôle de la violence dans l'Histoire**).*

Les chefs de ces armées ne doivent plus leur commandement à leur origine, mais plutôt à leur mérite à l'épreuve du feu. C'est bien avec la Révolution française que ces caractéristiques nouvelles se sont affirmées avec le plus de force. Voyons donc comment s'est formée cette armée nouvelle. Au début de la Révolution, en 1789, seule existait encore l'armée royale. Mais **la bourgeoisie montante qui dirigeait le processus révolutionnaire, s'est vite rendue compte que les acquis politiques qu'elle arrachait sur le plan juridique, ne sauraient être garantis, si elle ne disposait de sa propre force militaire, indépendante de la monarchie. Elle a donc commencé à s'armer.** Ainsi est née la garde bourgeoise, qui deviendra plus tard la garde nationale. (Deux siècles après, nos «conférenciers» n'ont pas encore quant à eux compris cette vérité élémentaire). Cette garde nationale n'était au départ réservée qu'aux bourgeois, à ceux qui pouvaient disposer d'un certain revenu. **La bourgeoisie n'entendait évidemment pas armer tout le Peuple.**

Cet armement de la bourgeoisie et la mobilisation populaire ont permis de mettre en échec les tentatives du roi et de ses partisans pour reprendre le chemin perdu. Dans cette situation, l'armée royale a commencé à se disloquer: les officiers supérieurs, tous aristocrates, ont commencé à déserter en masse et prendre le chemin de l'exil. Cependant, l'invasion de la France par l'aristocratie européenne coalisée en vue d'écraser la Révolution, les menaces et les complots de la réaction interne, ont conduit à l'approfondissement du processus révolutionnaire: **le roi est condamné à mort et guillotiné, un gouvernement révolutionnaire est mis en place qui décrète la levée en masse, et ouvre désormais la garde nationale à tous les volontaires. C'est dans ces circonstances qu'est née l'armée nouvelle. Cette armée est donc constituée des volontaires de la garde nationale et des restes de l'ancienne armée royale qui ont pris fait et cause pour la Révolution. Elle était réellement révolutionnaire et populaire.**

En effet:

- **toutes les couches du Peuple y étaient représentées, non plus comme mercenaires, mais comme des volontaires; c'était réellement le Peuple en armes;**

- ses chefs étaient directement issus des rangs; c'étaient généralement des éléments de la petite-bourgeoisie, dont la plupart avaient fait leur expérience comme sous-officiers dans l'ancienne armée royale où leur ascension était bloquée (parce que non-nobles), et qui ont rejoint la nouvelle armée. Ils étaient très jeunes: des généraux de 25 ans, avec toute leur fougue et leur audace, les seuls à même de comprendre et d'appliquer les nouvelles tactiques de combat inventées par le Peuple;
- elle était animée d'une conscience politique élevée; elle proclamait ouvertement son idéal et ses convictions révolutionnaires: «Guerre aux châteaux, paix aux chaumières».

Bref, l'armée était l'expression du Peuple mobilisé; l'enthousiasme, le dynamisme, la foi révolutionnaire dont elle faisait preuve, lui ont permis de remporter de brillantes et éclatantes victoires sur toute la réaction européenne coalisée (tous les régimes européens étaient alors réactionnaires), de venir à bout de la réaction interne (le soulèvement contre-révolutionnaire vendéen). C'est ainsi que la Révolution a pu liquider la féodalité.

2) L'Armée, instrument d'oppression des travailleurs et des Peuples

a) La période pré-impérialiste

La révolution bourgeoise a créé les conditions du développement du capitalisme. Elle triomphe de la bourgeoisie tandis que face à celle-ci s'affirmait de plus en plus le prolétariat, la classe d'avenir. Tant qu'il s'agissait d'abattre la féodalité, la bourgeoisie s'était appuyée sur le Peuple, et elle était par conséquent révolutionnaire. Mais une fois victorieuse, elle va devenir à son tour oppressive, réactionnaire, et s'opposer au prolétariat et au Peuple afin de préserver ses nouveaux privilèges. Sa nature réactionnaire va s'affirmer de plus en plus, au fur et mesure du développement du capitalisme (et de l'aggravation des contradictions au sein de ce régime), et ce jusqu'à son stade ultime, l'impérialisme. **L'armée, naturellement va suivre cette évolution. Expression du Peuple en armes, elle va se transformer en institution spéciale coupée du Peuple et destinée à réprimer celui-ci.** L'exemple français est à cet égard, l'exemple le plus classique.

C'est le régime napoléonien qui met fin à la Révolution et consolide la position de la bourgeoisie. La chute de l'empire napoléonien, en 1815, est suivie d'une tentative de restauration de la monarchie et de l'ancien régime aristocratique. Mais ce n'est qu'un intermède auquel la révolution de 1830 met fin. A partir de cette date, la bourgeoisie va s'installer définitivement au pouvoir et affirmer son hégémonie, et ce quelles que soient les vicissitudes politiques que la France va traverser désormais: **Révolution, Empire, République**, etc.... **C'est à partir de cette date que l'armée va s'affirmer peu à peu comme un instrument de la bourgeoisie contre le prolétariat.**

Ainsi:

- en **1834**, elle réprime sauvagement la révolte des ouvriers lyonnais des industries de la soie (les canuts) et écrase impitoyablement les insurrections ouvrières et populaires parisiennes en **1832 et 1834**;
- après la révolution de février **1848** où la classe ouvrière joue un rôle déterminant pour la première fois, elle écrase dans le sang en juin 1848 les ouvriers qui s'étaient soulevés en mettant en avant leurs propres revendications;

- en décembre **1852**, elle est l'instrument d'un coup d'Etat qui ouvre la voie au rétablissement du régime impérial par **Napoléon III**. Un régime où le capitalisme connut son développement le plus effréné, et la bourgeoisie triomphante, une prospérité sans précédent;
- en **1871**, elle écrase la Commune, le premier exemple de dictature du prolétariat;
- les premières aventures coloniales remontent également à cette période. En effet, c'est **1830** que des troupes françaises débarquent à Alger, en 1848 que s'achève la conquête de toute l'Algérie; dans les années **1860**, la France met Pied en **Indochine**; en **Afrique de l'Ouest**, elle poursuit son implantation au **Sénégal**, où elle se heurte à **El Hadj Omar**.

On peut également suivre cette transformation de l'armée à travers le sort réservé à la garde nationale. On se rappelle que la garde nationale a été constituée dès le début de la Révolution en 1789 pour faire Place à l'armée royale, et que, réservée exclusivement au départ aux seuls bourgeois, elle s'ouvrit par la suite à tout le Peuple. Après son accession au pouvoir, Napoléon Bonaparte supprima la garde nationale; la bourgeoisie n'en n'avait plus besoin. Mais elle fut remise sur Pied en 1814, face à l'invasion étrangère. Napoléon voulait par cette mesure, ressusciter l'élan révolutionnaire. Elle subsista donc à la chute du régime napoléonien, tolérée par la monarchie (désireuse de se rallier une partie de la bourgeoisie), mais épurée.

Elle connut alors des fortunes diverses, tantôt se mettant du côté du Peuple lors de la Révolution de février 1848, tantôt participant à la répression anti-ouvrière de **juin 1848**. En **1871**, elle se rallie à la Commune, et assure ainsi l'encadrement militaire du prolétariat et du Peuple de Paris. Une fois la Commune écrasée, elle fut supprimée par la **bourgeoisie, qui ne voulait plus entendre parler d'armement du Peuple**. Ce sujet ne revint sur le tapis que pendant la 2^{ème} guerre mondiale, et à propos de la Résistance. On sait que **de Gaulle et la bourgeoisie répugnaient à l'idée de l'insurrection populaire, et qu'ils se sont empressés de désarmer la Résistance dès que la France fut libérée**. Ainsi, avec la suppression de la garde nationale, se mettait en place, en France, l'armée de l'époque nouvelle, celle de l'impérialisme.

b) La période de l'impérialisme

Un des points de vue communs à tous nos bourgeois, c'est leur admiration béate à l'égard des armées des pays impérialistes comme la France, l'Allemagne, les USA, la Grande-Bretagne. A les entendre, en effet, les armées de ces pays sont «*neutres*», «*au-dessus des partis*»; elles n'interviennent pas dans la vie politique pour perpétrer des coups d'Etat, ou pour tirer sur le Peuple, «*elles respectent les institutions et respectent le pouvoir civil*». Lorsque nos bourgeois réclament à tue-tête la neutralité des FAT, et le retour de celles-ci dans leurs casernes, c'est bien aux armées de ces pays qu'ils songent, et qu'ils veulent prendre comme modèles. Mais voyons ce qu'ils en est dans la réalité.

La France, les Etats-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne que nos bourgeois apatrides appellent «*puissances amies*», sont des pays impérialistes. «*L'impérialisme, dit Lénine, c'est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles; où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan ; où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes*» (Lénine OC T.XXXII)

Tous ces pays ont en commun les traits caractéristiques suivants :

- ce sont des pays où l'oligarchie financière, les monopoles ont tissé des liens de dépendance dans lesquels ils ont enserré les institutions, la vie politique, économique, culturelle, etc....
- ce sont des pays où l'oppression du prolétariat et des masses laborieuses a atteint un degré élevé (contrairement aux apparences) et où l'expansion, l'agression, la domination de Peuples sont devenues la

pratique courante en matière de politique étrangère. **C'est dans ce contexte qu'il faut situer le rôle de l'armée.**

• **L'armée en tant qu'élément de la superstructure, est un instrument d'oppression au service du capital monopoleur. Plusieurs traits le confirment :**

- **la haute hiérarchie militaire est étroitement liée aux monopoles. La plupart de ses éléments en sont issus, ou tout au moins appartiennent aux milieux bourgeois. Car seuls les fils (les filles) de la bourgeoisie sont capables de franchir les obstacles d'ordre matériel, culturel..., dressés sur le chemin de la carrière militaire. Ce ne sont pas en général les (les filles) d'ouvriers ou de paysans pauvres que l'on trouve à Saint-Cyr (France) ou à West-Point. Et les quelques rares qui y accèdent le font d'ailleurs dans l'intention de s'élever dans la hiérarchie sociale; et, éduquer dans cet esprit, deviennent eux aussi des serviteurs zélés des intérêts des monopoles.**

- **L'interpénétration entre les groupes monopolistes et l'appareil d'Etat, est l'un des traits dominants dans ces pays impérialistes. Ainsi:**

• **des cadres importants des firmes monopolistes deviennent ministres, députés, sénateurs... Inversement, d'anciens ministres, députés, sont nommés dans les grandes formes. Ce phénomène était déjà perceptible du temps de Lénine qui écrivait: «*Aujourd'hui ministre, demain banquier, demain ministre. Pour la guerre jusqu'au bout, aujourd'hui comme demain*». Aujourd'hui, ce phénomène a pris des proportions inouïes.**

• **Ainsi aux Etats-Unis pendant la période allant de 1947 à 1970, 70 personnes sur 90 qui ont occupé des postes élevés au pentagone, au Département d'Etat, à la Commission de l'Energie atomique, à la CIA, sont issues des rangs du grand business et de la haute finance. Par ailleurs, un exemple caricatural nous est fourni par la France avec le cas de Dassault, constructeur d'avions militaires (les «Mirages» notamment) qui fut député jusqu'à sa mort;**

• **à l'inverse, un grand nombre de Généraux ou d'officiers supérieurs en fin de carrière intègrent les hautes sphères de l'Etat ou des grandes firmes. Ainsi, en 1970, dans les plus grandes firmes US de l'industrie de guerre travaillaient 2072, environ anciens officiers sont 300 Généraux ou Amiraux et dans l'Administration étatique, environ 200 Généraux, plus de 1300 colonels (cf. *P. Milo le militarisme, produit du capitalisme*). En France, sous la IIIème République; 55 des ministres des divers gouvernements de la IIIème République étaient des Généraux ou des Amiraux.**

Cette interdépendance entre la haute hiérarchie militaire et les grands groupes monopolistes d'armement a donné naissance à ce qu'on a appelé «**le complexe militaro-industriel**», ce groupe de pression constitué par la haute caste militaire et le capital monopoleur qui s'occupe de la production des armes. Autour de ce complexe militaro-industriel se sont regroupées toutes les constellations des forces et des groupes étroitement liés à la sauvegarde des intérêts de l'oligarchie financière. Leur influence est déterminante dans l'orientation de la politique intérieure et extérieure de ces puissances. Ainsi, on le sait par exemple que ce complexe militaro-industriel a été pour beaucoup dans la prolongation de la guerre d'agression menée par l'impérialisme US contre le Peuple vietnamien: cette prolongation permettait de multiplier les commandes militaires, et aux fabricants d'armes, de continuer à faire de bonnes affaires.

- **L'armée évolue dans un contexte marqué par le développement du militarisme**

« L'impérialisme, c'est la guerre enragée des grandes puissances pour le partage et le repartage du monde ; c'est pourquoi il doit mener de façon inévitable au militarisme », a écrit Lénine. Le militarisme est apparu avec la division de la société en classes et l'apparition de la propriété privée. Mais sous l'impérialisme il atteint des proportions inégalées. **Il est marqué notamment par :**

- l'augmentation considérable des dépenses d'armement. Aujourd'hui ces dépenses s'élèvent à des sommes considérables (plusieurs milliards de dollars) et absorbent jusqu'à 8 et 12% du budget de l'Etat. Plusieurs raisons expliquent cela :
 - **c'est une source de profits colossaux pour les grands monopoles;**
 - **la politique d'expansion, le rôle de gendarmes des Peuples, l'aggravation des rivalités inter-impérialistes conduisent inévitablement à l'accroissement des dépenses militaires: pour le renforcement des forces armées considérables et leur équipement en armes toujours plus sophistiquées, pour l'entretien de bases militaires, de points d'appui partout dans le monde..**
 - **la nécessité pour l'impérialisme de faire face aux luttes des Peuples. Il y a quelques années, l'existence du social-impérialisme soviétique était l'argument qui servait à justifier le surarmement de l'impérialisme occidental. Le prétexte était de «faire face à la menace du communisme». Mais l'effondrement de l'URSS social-impérialiste, la disparition du *Pacte de Varsovie*, n'ont pas du tout entraîné le désarmement général tant promis. L'Occident impérialiste a trouvé d'autres prétextes pour continuer à s'armer de plus belle, pour maintenir et même renforcer l'OTAN, ce bloc agressif. Et il ne peut pas en être autrement.**
 - l'implication de plus en plus grande de ce militarisme dans tous les secteurs d'activité: dans la politique, l'économie, la science, la culture...
 - pour ce qui concerne la politique, l'économie, cette implication est évidente et se traduit comme dit tout haut, dans l'importance des dépenses militaires dans le budget des Etats, dans le développement considérable des industries de guerre, dans la place qu'occupent désormais les questions militaires dans la vie politique... ;
 - dans le domaine de la science, de la technique et de la technologie, cette implication est particulièrement notable. En effet, la volonté d'être toujours à la pointe en matière d'armes nouvelles, conduit l'armée à s'impliquer de plus en plus dans la recherche scientifique, notamment en physique, en chimie, en biologie. C'est ainsi qu'elle mobilise des milliers de savants, de techniciens dans ses propres centres de recherche; mais en plus elle multiplie les contrats de recherche qui lui permettent de faire travailler pour elle des universités, des centres de recherche officiellement civils et donc d'orienter le travail d'autres milliers de savants et de chercheurs.

Par ailleurs, elle investit des secteurs qui jusqu'ici lui étaient étrangers: la sociologie, la psychologie, l'ethnologie, l'anthropologie... Bref, l'armée, dans ces pays impérialistes, est dans ce contexte de militarisation généralisée une véritable machine de guerre qui sert au renforcement de la dictature

d'exploitation et d'oppression du capital monopoliste sur les masses travailleuses, et leurs visées agressives et expansionnistes dans l'arène internationale.

- **L'armée, machine d'oppression dans les pays impérialistes**

Les monopoles impérialistes et leurs apologistes se sont toujours efforcés de faire accréditer l'idée d'une armée exclusivement préoccupée par la défense nationale, «*la défense de la patrie contre les agressions extérieures*» et s'abstenant par conséquent d'intervenir à l'intérieur et encore moins contre le Peuple de ces pays. **Ce n'est là qu'une propagande mystificatrice destinée à endormir la vigilance du prolétariat et des Peuples.** Certes, l'armée ne tire par sur la foule au moindre prétexte, et ne fait pas de coup d'Etat, comme cela se passe dans nos pays dominés. Mais cela ne change rien à sa nature anti-populaire. Elle demeure un instrument d'oppression du Peuple; mais elle n'intervient pas de la même manière que dans nos pays, parce que le contexte est différent.

En effet :

- l'interpénétration de la caste militaire et des monopoles, et de leurs intérêts respectifs, fait que l'armée n'a pas toujours besoin d'intervenir de façon ouverte et brutale pour défendre ses intérêts particuliers;
- l'armée est un instrument au service du capital monopoliste dans son ensemble, c'est-à-dire de toutes ses fractions qui se succèdent au gouvernement pour assurer, en pratiquant toutes la même politique, la pérennité du système. Ainsi, en France en 1981, l'armée n'a pas eu besoin de bouger lors de l'accession à la présidence de la République d'un homme de «gauche», **Mitterrand** en l'occurrence. C'est que ce dernier représentait «la main de gauche de l'impérialisme français, et non une **force alternative susceptible d'ouvrir sur des perspectives révolutionnaires**. Il faut d'ailleurs savoir qu'un frère de **Mitterrand** était Général d'armée, et que le PS, par l'intermédiaire de **Charles Hernu** et de la **franc-maçonnerie**, avait tissé des liens solides avec la haute hiérarchie militaire, bien avant la victoire électorale de 1981;
- l'armée n'est qu'un élément parmi d'autres, dans l'arsenal répressif toujours plus complexe, mise en place et que la bourgeoisie monopoliste ne cesse de perfectionner pour assurer la défense de son système; cet arsenal répressif inclut toutes les forces que la bourgeoisie a spécialisées dans les tâches de «maintien de l'ordre». En France par exemple, rien que pour cela, il y a la police, les CNRS, la gendarmerie; aux Etats-Unis, les diverses polices et la garde nationale. Ces forces, destinées notamment à contenir les mouvements populaires, sont sans cesse renforcées, dotées des moyens les plus sophistiquées, militarisés. Ainsi en France, la gendarmerie (qui appartient d'ailleurs aux forces armées et non pas à la police) est dotée de véritables engins de guerre, automitrailleuses, hélicoptères. Il en est de même pour ce qui concerne la Garde nationale aux Etats-Unis. Ces diverses forces sont donc chargées de contenir en premier les masses populaires, de soutenir les premiers chocs.

Ajoutons à tout ceci l'importance que revêt aujourd'hui la lutte occulte contre le prolétariat et le Peuple, à travers l'espionnage, la surveillance de plus en plus poussée des citoyens. En France, il n'y a pas moins de 3 organismes qui s'occupent de cette besogne: la DGSE, la DST, les RG; aux Etats-Unis, c'est au FBI, à la CIA qu'elle est dévolue. Ces organismes sont rompus dans l'art de l'infiltration, du noyautage et de la provocation, et leur cible privilégiée, c'est le mouvement révolutionnaire et communiste; ils s'efforcent de prévenir les mouvements populaires et de les étouffer dans l'œuf.

Les progrès accomplis dans le domaine de l'informatique et dans l'électronique donnent à ces organismes des moyens accrus dans leurs entreprises anti-ouvrières et anti-populaire. Ils ont ainsi accumulé dans les «banque de données» des informations sur les activités de millions de citoyens. Aux

Etats-Unis, un organisme spécial, la NSA (Agence National de Sécurité), dotée de moyens particulièrement sophistiqués, est spécialisée dans l'interception des communications, notamment téléphonique. Ces pays sont présentés comme des pays libres. On prétend que c'est là où le citoyen est plus libre. Mais en réalité, ce dernier est sous-contrôle, ses moindre gestes constamment épiés.

Non moins important est le rôle joué dans ces pays par les moyens d'asservissement idéologique, que la bourgeoisie monopoliste a mis à son service pour assurer son emprise idéologique et partant, sa domination sur le prolétariat et les masses populaires. La propagande et la mystification ont atteint des degrés inimaginables. Sous le couvert d'une «*information libre*», la presse écrite, la radio, la télévision, le cinéma, la littérature... bref, tous les médias mettent tout en œuvre pour désorienter la classe ouvrière, **pour anesthésier sa conscience de classe, et la détourner de la lutte révolutionnaire**; il faut également souligner les efforts de la bourgeoisie monopoliste pour recruter ses propres agents au sein de la classe ouvrière.

Lénine avait déjà remarqué en effet, comment les profits colossaux extorqués aux colonies permettaient à la bourgeoisie de corrompre certaines couches d'ouvriers qualifiés. Aujourd'hui, cette «**aristocratie ouvrière**», cette couche d'ouvriers embourgeoisés, bureaucratisés, a considérablement gangrené le mouvement ouvrier dans les pays impérialistes, au sein de laquelle elle a contribué à l'épanouissement de l'opportunisme, du révisionnisme et du réformisme. Dans ces pays, elle a transformé de puissants partis communistes en partis révisionnistes et sociaux-démocrates qui prônent la «*coexistence pacifique*», la «*voie de passage pacifique au socialisme*»; ils ont déserté le chemin de la lutte révolutionnaire; ils se contentent d'organiser de temps en temps quelques grèves ou manifestations avec surtout le souci de se montrer «*responsables*» aux yeux de la bourgeoisie, c'est-à-dire de ne pas sortir du cadre défini par celle-ci; n'oublions pas non plus l'arsenal de lois fascistes de la bourgeoisie, pour frapper les révolutionnaires et les communistes sous n'importe quel prétexte: les lois anti-casseurs, lois anti-terroristes...

Bref, la bourgeoisie, à travers toutes ses dispositions policières, législatives, idéologiques, politiques, a pu détourner pour un temps relativement long la classe ouvrière de la révolution ou briser ses velléités révolutionnaires. C'est ce qui explique la paix relative dont elle a pu jouir, malgré l'aggravation des contradictions au sein du régime impérialiste. Le mouvement gréviste a beau croître, se multiplier, depuis plusieurs années, aucun d'entre eux ne revêt un caractère insurrectionnel, au point que la bourgeoisie se sente en danger. **Par ailleurs, la complexité même de la machine répressive: la militarisation croissante de celle-ci, l'expérience acquise par la bourgeoisie en matière de répression et de complots contre-révolutionnaires font que l'armée est devenue l'ultime rempart qui n'intervient que comme dernier recours. Voilà les seules raisons qui expliquent pourquoi elle n'est pas comme les armées de nos pays.**

Mais il serait naïf et dangereux d'en déduire qu'une telle intervention est désormais impossible. Il suffit de rappeler pour cela qu'en **1958**, c'est l'armée française qui, à la suite d'une intervention putschiste, imposa de Gaulle au gouvernement d'alors, et que le même **de Gaulle** a failli ordonner une intervention militaire contre le mouvement gréviste et populaire de **1968**. De même, on sait bien qu'il existait en France, durant les années **1950**, un système connu sous le nom de «*défense intérieure du territoire*». Ce système prévoyait bel et bien l'intervention directe de l'armée contre l'«*ennemi implanté*», c'est-à-dire contre les communistes, en cas de guerre avec l'**Union Soviétique**. Des dispositions semblables étaient arrêtées dans tous les pays de l'**OTAN**, et il est certain qu'elles existent encore aujourd'hui, seulement adaptées à la situation actuelle.

N'oublions pas non plus, qu'en cas de crise grave susceptible de mettre son existence en cause, la bourgeoisie a toujours comme solution de recourir au fascisme, ce régime qui porte le militarisme à son paroxysme, à l'instar de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie. Il suffit de se pencher sur les résultats électoraux des partis fascistes dans ces pays par ailleurs de plus en plus gangrenés par le racisme, la xénophobie, par le dégoût à l'égard des politiciens bourgeois classiques, pour bien comprendre que la menace fasciste est toujours présente,

actuelle. La bourgeoisie impérialiste et ses apologistes qui parlent d'armées «neutres», «apolitiques» mettent en avant l'argument du service militaire obligatoire institué dans ces pays; mais outre le fait que ce n'est pas le cas de tous les pays impérialistes, cet argument en lui-même ne tient pas debout. En effet, la composition d'une armée n'est pas un élément suffisant pour définir son caractère. Ce qui importe surtout, c'est le fait de savoir **entre les mains de qui elle se trouve, et quels intérêts elle défend**. **«Les armées bourgeoises, quelle que soit leur composition, soulignait Staline, sont des armées qui servent au renforcement du pouvoir du capital. Elles ont été et restent des armées de domination du capital »**. Engels signalait déjà en son temps à propos de ces armées que **«les Peuples ne sont là que pour fournir et nourrir des soldats»**. Le service militaire n'a pour but que de couler dans le moule de l'idéologie bourgeoise des éléments issus du Peuple, de les dresser pour en faire de la chair à canon pour les intérêts de la bourgeoisie. **Lénine a bien résumé le caractère de classe et le rôle réactionnaire des armées bourgeoises, en écrivant que «l'armée est l'instrument le plus fossilisé pour le maintien de l'ordre ancien, c'est le rempart le plus rigide de la discipline bourgeoise, de la sauvegarde de la domination du capital, de l'éducation des travailleurs dans l'esprit de soumission et de servitude envers le capital et de la conservation de son esprit »**.

- **L'armée, instrument au service de la politique d'agression, d'expansion, de domination et d'hégémonie des puissances impérialistes dans la politique d'asservissement et le pillage systématique qui est le propre des pays impérialistes, l'armée est un outil essentiel qui joue un rôle important. Ce rôle se présente sous des formes variées à travers le siècle:**

de la fin du XIX^{ème} siècle au début du XX^{ème} siècle

C'est la période où les puissances impérialistes, à la recherche de sources de matières premières, de marchés, de bases stratégiques, s'engagent de manière plus systématique dans les conquêtes coloniales. Elles expédient leurs troupes pour aller soumettre par le fer et par le feu d'autres Peuples de par le monde, en Afrique, en Asie, dans le Pacifique. C'est ainsi que la Grande-Bretagne et la France se constituent de vastes empires coloniaux, que l'Allemagne et l'Italie suivent tant bien que mal dans cette course, tandis que les Etats-Unis interviennent à Cuba, aux Philippines, au Panama.

au lendemain de la 2^{ème} guerre mondiale

La lutte des Peuples coloniaux pour leur émancipation devient plus organisée. Des mouvements anti-colonialistes et de libération nationale font leur apparition et se développent partout dans le monde. Les pays impérialistes jettent alors leurs armées contre les mouvements émancipateurs anti-colonialistes pour tenter de les écraser afin de préserver leurs empires coloniaux. **C'est le cas de la France avec les guerres d'Indochine (1947-1954), d'Algérie (1954-1962), de Tunisie (1952-1956), du Maroc (1952-1956), du Cameroun (1955-1963) ; c'est le cas des interventions britanniques en Malaisie (1948-1957), au Yémen du Sud (1956-1967), à Oman (1957-1959)...**

les années 1960

sont les années des indépendances nationales, c'est-à-dire du passage du colonialisme au néo-colonialisme, une nouvelle tactique de l'impérialisme pour préserver son système de domination. La politique des pays impérialistes vise à soutenir les régimes néo-coloniaux et dépendants à leur solde contre la volonté émancipatrice des Peuples. Les interventions militaires de la France impérialistes, au secours des dictatures autocratiques, néo-coloniales et corrompues dirigées par ses valets, sont à cet égard des exemples très significatifs. **La France, qui entretient des bases militaires partout sur notre continent, a envoyé plus de 20 fois ses troupes agresser nos Peuples: au Gabon, au Tchad, au Zaïre, au Gabon, au Rwanda, etc.**

Il en est de même des Etats-Unis. En 1958: intervention des troupes US au Liban; 1962, tentative d'invasion de Cuba; 1965, intervention à Saint-Domingue; 1960-1975, agression barbare contre le Peuple vietnamien; 1983, débarquement en Grenade pour y installer un gouvernement satellite; 1989, invasion du Panama, sous le prétexte fallacieux de la «lutte contre la drogue», mais en fait pour couper court aux velléités nationalistes de Noriega; 1994, intervention à Haïti sous prétexte d'y restaurer la démocratie. En fait il s'agissait seulement pour l'impérialisme yankee de mettre fin à une situation dont l'instabilité chronique pouvait finir par mettre en cause ses intérêts. Il n'est intervenu qu'après avoir obtenu la soumission du président Aristide, et forcé ce dernier à renoncer à ses prétentions anti-impérialistes. Le but réel de l'impérialisme US, comme l'ont affirmé ses propres représentants, était de rétablir Aristide sans l'Aristidisme, c'est-à-dire de se servir du prestige réel de ce dernier pour stabiliser la situation en sa faveur. On peut multiplier les exemples de ce genre : lorsqu'un pays impérialiste expédie ses troupes quelque part dans le monde, c'est toujours à des fins agressifs et expansionnistes, mais jamais en faveur des Peuple ni de la démocratie.

- **L'armée, bras armé de l'impérialisme, tient naturellement une place importante dans les rivalités inter-impérialistes.**

La lutte sans merci pour le partage du monde est l'un des traits caractéristiques de l'impérialisme. Cette rivalité permanente entre un petit nombre de pays qui dominent le monde a naturellement sa traduction militaire: la course permanente effrénée aux armements, les guerres impérialistes, c'est ainsi qu'en moins d'un siècle elle a déjà entraîné l'Humanité dans deux effroyables guerres mondiales, et dans de centaines de guerres locales. Après la deuxième guerre mondiale, les rivalités inter-impérialistes ont conduit à la formation de deux blocs militaires agressifs, l'OTAN et le Pacte de Varsovie.

L'effondrement de l'URSS et du pacte de Varsovie n'a pas du tout entraîné la disparition de l'OTAN. Celle-ci continue de se renforcer, et cherche même à s'élargir; ce qui prouve que «*la menace communiste*» n'était pas du tout sa raison d'être, mais la volonté hégémonique de l'impérialisme yankee. Tout ce qui vient d'être passé en revue confirme deux enseignements essentiels des grands penseurs de la révolution mondiale:

- **à chaque époque, à chaque régime a correspondu un type particulier d'Armée qui, lui, correspond un type d'Armée, chargée d'assurer sa défense (c'est-à-dire la défense des classes dominantes dans le régime donné)**
- **qu'un changement réel de régime implique nécessairement la destruction de l'Armée du régime défunt.**

Mais une question se pose: ces observations concernent-elles l'Afrique également ?

Il est vrai que les analyses et les conclusions des grands penseurs de la révolution sont fondées sur des exemples pris essentiellement en Europe occidentale (un peu en Amérique). C'est le grand «argument» de nos bourgeois et de leurs thuriféraires, ceux qui prétendent rejeter le marxisme comme «idéologie importée», «applicable seulement en Europe»... Mais nous ne devons pas nous laisser abuser par la propagande bourgeoise. L'observation objective de notre histoire montre qu'en Afrique aussi l'apparition de l'armée est liée à la division de la société en classes.

Ainsi, là où les classes sociales sont profondément différenciées, où une aristocratie a émergé des anciennes communautés gentiles, on a vu s'ériger des Etats sous des formes diverses: royaume, empires: du Ghana, du Mali, Songhaï, royaume du Kongo, du Bénin, du Dahomey, royaume Kotokoli, etc.... Et les armées sont là, comme ailleurs, des détachements spéciaux d'hommes armés. Rappelons-nous les célèbres amazones du Royaume d'Abomey. Là où ces différenciations sont moins marquées, l'Armée ne se

distingue pas encore comme «un détachement spécial d'hommes armés»; au contraire elle reste proche de la «population s'organisant elle-même en force armée».

Ainsi, il se confirme que **les points de vue dégagés par les grands penseurs de la Révolution sont tout à fait valables pour notre continent, et qu'ils ont une valeur universelles**; elles attestent la vérité scientifique du marxisme-léninisme, notamment sur la question de l'Armée. **C'est donc de ce point de vue que nous devons examiner la question des FAT.**

Les FAT: Bref Historique, nature

Il a déjà été dit que **la voie la plus juste pour appréhender les choses et les phénomènes, c'est de remonter à leur origine et de les suivre dans leur développement.** C'est donc de cette manière que nous devons procéder pour bien connaître les FAT. Conformément à ces principes, nous allons donc commencer par remonter aux origines de celles-ci.

A. A l'origine des FAT des forces au service de l'oppression coloniale

Un fait à noter: les FAT ne sont pas le résultat d'un processus de développement historique interne. C'est la domination étrangère, impérialiste qui leur a donné naissance. Elles ont en effet leur origine dans les armées coloniales; elles en sont les héritières. Entre les FAT et les forces d'agression coloniales, allemandes et françaises, il y a filiation directe, qu'un bref rappel historique ne peut que confirmer.

1) Le point de départ: les «forces de police» du colonialisme allemand

Au moment où il s'installait chez nous, le gouverneur Falkenthal avait à sa disposition **30 à 40 mercenaires** recrutés essentiellement parmi **les Haoussa et les Yorouba**. C'était en **1885**, l'embryon de la force de police. Un recrutement plus passif et plus diversifié fut entrepris par la suite, sous l'impulsion des officiers **Plotrowski dit «Zozo» Klose**: en plus **des Haoussa et des Yorouba**, elle intégra **les Ewé, Krou** et de plus en plus des éléments venus du Nord, au fur et à mesure de la pénétration coloniale dans ces régions: **Kotokoli, Dagomba, Kabye, etc....**

En **1895**, cette force atteignait la centaine; à la déclaration de la guerre en **1914**, elle dépassait le millier. C'est cette force de police (**polizeitruppe**) que l'impérialisme utilisa pour achever la conquête et assurer sa domination coloniale sur notre pays: au Togo comme ailleurs, la conquête coloniale fut le fait de troupes recrutées dans les populations locales et encadrées par une poignée d'agents colonialistes européens. **Le premier engagement de la force de police eut lieu contre les populations de Tové soulevées (mars-avril 1895): des villages tels que Tové, Agbessia, Klonou furent détruits, les cultures et les récoltes brûlées.**

A partir de 1897, c'est surtout dans la partie Nord qu'elle fut déployée pour achever, souvent à travers de sanglants massacres, comme celui de Binaparba en avril 1897: 79 morts officiellement, la «pacification» du pays. La polizeitruppe va servir également à embrigader la population pour le travail forcé. En 1914, dès le début de la guerre, elle se heurta aux troupes anglaises et françaises et fut défaite.

2) Sous le colonialisme français

Dès la défaite allemande, la France, dans la partie du territoire qu'elle occupait, s'empressa de recruter 500 soldats. Ces soldats étaient pour la plupart les membres de la force de police allemande en déroute. Ceux-ci ont donc très vite repris du service. Le régime était alors un régime d'occupation militaire. Le commandement de la troupe était fixé à **Petit Popo (Aného)** et s'intégrait dans un vaste dispositif militaire qui regroupait le Togo, le Dahomey, le Haut Sénégal et le Niger. **A partir de 1923, cette troupe n'était plus désormais constituée que des éléments d'origine togolaise. Sa domination: la 7^{ème} Cie du 3^{ème} RTS (Régiment de Tirailleurs Sénégalais).**

Le 7 juin 1920, est constituée une garde indigène, plus particulièrement chargée de la police et de la sécurité. Mais cette garde ne diffère pas beaucoup de l'armée coloniale proprement dite. **Le 28 juin 1925**, un décret portant organisation des forces de police dans les territoires sous mandat, fixe de façon définitive le statut de cette garde indigène (qui va s'appeler désormais **garde cercle**), et précise les fonctions d'un peloton de milice qui verra effectivement le jour en **1927**. L'armée coloniale proprement dite, qui est alors la 7^{ème} Compagnie du 3^{ème} RTS, sera dissoute, et ses éléments vont se retrouver dans le peloton de milice. **Ces différentes mesures sont destinées avant tout à faire croire qu'un territoire sous mandat est administré autrement qu'une colonie, et que, conformément aux termes du mandat, la France n'entretient pas d'armée sur le territoire. Pure hypocrisie bien entendu !**

Bref, on a alors deux unités:

- ◆ la garde indigène dite *garde cercle*, chargée théoriquement de la fonction de police, mais qui n'en garde pas moins une force combattante;
- ◆ le *peloton de milice*, à l'effectif d'une compagnie, recruté sur la base de l'engagement volontaire. Elle sert d'unité mobile susceptible d'être engagée pour le maintien de l'ordre dans un secteur déterminé. En cas de mobilisation, cette unité compte sur des réserves formées par les anciens militaires en résidence sur le territoire et doit passer sous les ordres du général commandant supérieur de troupes de l'A.O.F. Appuyée par des troupes venues de l'A.O.F, elle va s'illustrer, **sous les ordres de Massu, contre les Kokomba en 1935-1936, dans une campagne au cours de laquelle, on se souvient, de nombreux jeunes gens eurent leur pouce coupé, pour les empêcher de tirer à l'arc.**

Pendant la 2^{ème} guerre mondiale, le *peloton de milice* fut mobilisé, comme prévu, et même doublé par une deuxième compagnie. En 1947 fut créée, à la place de la compagnie de milice, la 2^{ème} Compagnie de Fusiller Voltigeurs (70), faisant partie du bataillon Autonome du Dahomey-Sud (BADS). Ne reste donc comme force de police autonome que le *Corps des Gardes Cercle*. **Ce dernier sera responsable des massacres de Vogan (1951), Pya (1957)**, tandis que la Compagnie de Fusiller Voltigeurs servira de filière pour le recrutement de nombreux compatriotes dans des guerres contre les mouvements de libération nationale, en particulier en Indochine et en Algérie.

En **1957**, c'est le régime de l'Autonomie interne. Ceci implique une certaine transformation des forces armées. C'est ainsi que le *Corps des Gardes de Cercle* devient la *Garde Nationale*. **La Gendarmerie, créée en 1942**, s'étoffe et s'étend sur tout le territoire par la multiplication de postes et de brigades. Après l'indépendance nominale, la 2^{ème} Cie du BADS, transformée entre-temps en *Compagnie d'Infanterie Togolaise* (CIT), est transférée au gouvernement **Olympio**, au terme des accords signés en 1961. **Mais son encadrement restait français.** Le commandant **Dadjo**, officiellement chef d'Etat-major, n'exerçait en réalité qu'une fonction honorifique, sans un véritable pouvoir. **Par ailleurs, le conseiller militaire d'Olympio était un officier français, le chef d'escadron Maitrier, qui dirigeait également la Gendarmerie.**

Au regard de tout ceci, on comprend que le coup d'Etat du **13 janvier 1963** ait pu se perpétrer si facilement. Ainsi, comme on peut le constater, entre les armées coloniales allemandes et françaises et ce qui allait devenir les **FAT**, la continuité est évidente. **Les FAT n'on fait que prendre leur suite, d'ailleurs avec les mêmes hommes.** Ces armées coloniales présentent certains traits communs dont vont hériter les **FAT**.

Ces traits, liés à leur nature sont les suivants:

- ce sont des corps étrangers au pays, même si elles sont composées en majeure partie d'autochtones, **ce sont des troupes d'occupations, dressées pour intervenir contre le Peuple**, comme en témoignent **les massacres de Binaparba (1897), d'Akposso (1898), de Vogan (1951), de Pya (1957).**
- la colonisation est en effet une occupation militaire. **L'Armée y joue donc nécessairement en rôle de premier plan**, et son intervention pour maintenir l'ordre colonial est considérée comme allant de soi. Dans ce contexte, la séparation, d'ailleurs fictive, que la bourgeoisie a érigée dans les pays impérialistes entre l'Armée et la Police, n'existe pas, et ce n'est pas pour rien que sous le régime colonial allemand, l'Armée s'appelait force de police;
- **ce sont armées mercenaires, avec des hommes habitués par nature à suivre celui qui les paie**, et donc capables, comme on a pu les constater, de servir successivement, sans état d'âme et sans aucune hésitation le drapeau allemand, puis le drapeau français;
- **ce sont des apatrides; les considérations nationales, patriotiques ne font pas partie de leurs préoccupations, pas plus que les considérations envers le Peuple; ils sont attachés qu'à leurs corps et à leurs chefs, et ils ont depuis toujours l'habitude d'obéir à des ordres venant de chefs étrangers;**
- **comme mercenaires, ils se caractérisent par l'absence de toute rigueur morale, le goût de l'argent facile. L'officier allemand Klose, un des fondateurs de la Polizeitruppe allemande, rapporte que ses soldats, enclins aux jeux, étaient continuellement endettés, que les jours de paye des soldats, les créanciers se tenaient directement derrière ces derniers pour recouvrer leur dû, et que très souvent toute la solde y passait.**

Les choses n'ont évidemment pas changé avec l'uniforme français. On sait par exemple que les Bodjolle et Eyadema, quelques mois à peine après leur démobilisation de l'armée française, avaient gaspillé toute leur économie et étaient sans le sou. La seule solution pour s'en sortir était pour eux d'intégrer l'armée togolaise. Ils étaient donc facilement manipulables à ce sujet. C'est ainsi qu'ils se sont trouvés impliqués dans le coup d'Etat du 13 janvier 1963. Ce facteur, la France l'avait préméditée (tenu compte) dans l'élaboration de son plan d'élimination de S. Olympio.

3) **Le coup d'Etat du 13 janvier 1963**

Il n'est pas nécessaire de revenir ici sur les circonstances de ce coup d'Etat. **Il suffit seulement de rappeler qu'il fut conçu, organisé et exécuté par les agents français, et que les conjurés officiels les Bodjolle, Eyadema, Chango, Alidou etc.... ont accepté d'en endosser la responsabilité parce que, d'une, il y allait de leur propre intérêt et que, d'autre part, comme nous l'avons vu, ils ont été formés dans la soumission aux officiers français.** L'armée, encadrée de haut en bas par des «assistants» français, ne fut pas difficile à rallier. Une

des conséquences de ce coup d'Etat fut l'irruption directe de l'armée sur la scène politique comme force autonome. **Olympio**, homme politique bourgeois, arrivé au pouvoir à la tête d'un mouvement nationaliste, proche de l'impérialisme allemand et yankee, ne voyait pas d'un bon œil cette armée entièrement soumise à la France. Aussi la tenait-il quelque peu à l'écart et ne désirait-il pas tellement la renforcer. **Il pensait d'ailleurs résoudre ce problème en instaurant le service militaire obligatoire; dans ce sens, des dispositions avaient été prises pour commencer la préparation militaire supérieure dans les établissements d'enseignement secondaire. Cette politique visait à institution d'une armée bourgeoise classique, soumise au pouvoir néo-colonial.**

Le coup d'Etat de **1963** a arrêté ce processus. Naturellement, **il va maintenir l'armée dans le giron de l'impérialisme français**; mais surtout, il va permettre à celle-ci de faire irruption sur la scène politique en tant que force politique -organisée; **il va faire de celle-ci la principale force politique autour de laquelle va se bâtir un nouveau régime néo-colonial, soumis bien entendu à l'impérialisme français.**

Cette évolution va se faire en deux temps:

- dans un premier temps, qui va de **janvier 1963 à 1967**: au cours de cette période, il y a bien un gouvernement civil en place, le gouvernement **Grunitzky-Méatchi**, mais c'est l'armée qui impose sa politique. Ainsi:
 - . elle organise, en marge du nouveau gouvernement, une véritable chasse aux sorcières contre les partisans d'Olympio. Ces derniers sont arrêtés, enfermés, bastonnés, torturés, contraints à l'exil;
 - . elle disperse brutalement la manifestation du **1^{er} mai 1963**, qui était pourtant autorisée par le gouvernement;
 - . ses chefs montent en grade avec une rapidité vertigineuse: de sergents et d'adjudants qu'ils étaient, ils deviennent très vite capitaines, commandants, colonels. C'était le seul moyen pour calmer leurs appétits. Naturellement, toutes leurs revendications sont satisfaites, à commencer par l'intégration de tous les démobilisés de l'armée coloniale française dans les FAT.
- **à partir du 13 janvier 1967, elle se débarrasse de ce paravent de gouvernement civil, et s'installe directement aux commandes, secondée par un groupe de technocrates et d'intellectuels opportunistes dont Mivedor, Djobo, Eklou.**

Mais pourquoi ce coup d'Etat, cette révolution de palais à l'amiable ?

- . le pouvoir bicéphale **Grunitzky-Méatchi** s'était vite discrédité par son incurie et ses pratiques gabegiques; il était donc isolé, fragilisé, abhorré par les masses;
- . **le pouvoir lui-même était divisé entre des intérêts divergents; tandis que Grunitzky restait le fidèle valet de l'impérialisme français, Méatchi quant à lui lorgnait désormais du côté de l'impérialisme ouest-allemand.**

Bref, il apparut de toute évidence que le tandem ne tenait pas la route et n'était pas à la hauteur, qu'elle était incapable de faire face à un éventuel retour offensif des partisans de feu **S. Olympio**. La tentative putschiste du **21 novembre 1966**, constituait à cet égard un sérieux avertissement. En effet, seule le volte-

face des chefs de l'armée, sous la pression de l'ambassadeur de France initié par les partisans du **CUT**, principalement par les **Kutuklui**, avait permis de mettre en échec ce mouvement putschiste. **Il se confirmait ainsi que l'armée était la seule force organisée sur laquelle la France pouvait compter pour préserver ses intérêts impérialistes. C'est ce qui va la décider à entreprendre de bâtir son système de domination autour de celle-ci et c'est bien là l'origine du coup d'Etat du 13 janvier 1967.**

L'armée va donc continuer ses pratiques terroristes et de crimes divers contre le Peuple. La peur qu'elle inspire permettra la mise en place de tout un système d'embrigadement et de caporalisation autour d'Eyadema, notamment avec la fondation du fantoche RPT, un Parti-Etat, en **1969**, et de ses «ailes marchantes»: **JRPT, CNTT, UNFT, UNCTT**, parallèlement, des épurations successives et continues débarrassent l'armée de tous les rivaux réels, supposés ou potentiels d'Eyadema: d'abord se sont les **Dadjo**, puis les **Bodjollé**, qui sont mis à l'écart; puis eurent lieu les morts par «*collapsus circulatoire*», la liquidation physique du commandant **Comlan**, ensuite celles des **Koffi Congo**, de **Tépé**, et de beaucoup d'autres moins connus, et le départ en exil de centaines de militaires et d'officiers suite notamment à «la nuit des longs couteaux» togolaise du **25 mars 1993** au sein même des FAT.

On a ainsi abouti à **un système dans lequel l'appareil politique et l'appareil militaire sont concentrés entre les mains d'une seule personne**. Tel est le système autocratique et néo-colonial Eyadema, sous le contrôle directe et pointilleux quasi-colonial de la France. Elle ne cesse de renforcer d'année en année en nombre (jusqu'à 4.000 hommes) et en équipement (avions de chasse, hélicoptères, chars, blindés...), et peut ainsi mener son travail de bourreau du Peuple avec toujours plus d'efficacité, et assurer toujours davantage son emprise sur les masses populaires. Ayant ainsi assis son pouvoir par la terreur, Eyadema pourra faire voter une constitution taillée à sa mesure, en 1979; se faire «élire» Président de la République et se vanter d'avoir mis en place un régime civil. Mais ce n'est que de la pure mystification. Il s'agit bel et bien d'un régime militaire dont l'armée est la pièce maîtresse.

B. Les FAT: un obstacle majeur à la démocratie

On peut se poser et on se pose la question suivante: pourquoi cette importance de ce poids de l'armée dans notre pays? Certains, surtout nos bourgeois libéraux, se contentent de faire le constat, de faire des comparaisons avec d'autres pays et de pleurnicher. Ou alors ils ne veulent y voir qu'un effet des penchants de l'individu Eyadema pour la chose militaire. Mais cette explication est insuffisante pour comprendre notre réalité, voire confusionniste.

Le fait est que le Togo est l'un des pays anciennement sous domination française, où une fraction importante et très dynamique de la bourgeoisie s'oppose à l'impérialisme français, tandis que les propres valets de ce dernier sont faibles et souffrent d'un discrédit chronique. Reste donc l'armée, sa créature qui, non seulement lui est acquise, mais a l'avantage de disposer de la force face aux masses populaires inorganisées avec de surcroît un mouvement démocratique bien au tréfonds des vagues. C'est pourquoi l'impérialisme français, dont les préférences immuables sont toujours à un «régime fort», meilleur garant de ses intérêts, s'appuie principalement sur elle. Il faut avoir tout cela en esprit pour bien comprendre la nature et le rôle des FAT.

1) Une armée anti-nationale: au service de l'impérialisme principalement français

En effet:

- l'organisation et l'encadrement des FAT restent congénitalement liés à l'impérialisme français.
 - . à la présidence de la République, c'est toujours un général français qui dirige le cabinet militaire; des officiers français siègent à l'Etat-major, tandis que d'autres sont assistants et instructeurs dans les différentes unités.
 - . inversement, les officiers togolais sont formés dans le moule de l'armée française: que ce soient les anciens sous-officiers de l'ancienne armée coloniale ou les jeunes officiers sortis des écoles militaires françaises. Et chaque année, plusieurs d'entre eux se rendent en France pour les stages. La création d'écoles militaires françaises sur place (Tchitchao, Lomé) ne change en rien ces données, dans la mesure où ce sont des écoles financées par la France et dirigées par des officiers français.
- l'armement et l'équipement demeurent pour une large part français même si d'autres pays impérialistes, tels l'Allemagne et les Etats-Unis, y apportent également leurs concours;
- **les FAT font partie du vaste dispositif stratégique militaire mis en place par l'impérialisme français pour assurer sa domination hégémonique sur ses néo-colonies africaines, en particulier celles de notre sous-région.**

Ce dispositif comprend:

- . le regroupement, sous la supervision de la France, de nos pays dans de vastes ensembles tels que le Conseil de l'entente, la CDEAO, l'ANAD, au sein desquels ces régimes néo-coloniaux, anti-populaires peuvent se prêter main forte en cas de «troubles», c'est-à-dire en cas de soulèvement populaire;
- . les accords militaires, et surtout les accords de défense, dont toutes les clauses n'ont jamais été publiées, mais dont on sait qu'elles prévoient l'intervention militaire de la France, non seulement en cas d'agression extérieure, **mais aussi pour «rétablir l'ordre» dans nos pays**. C'est à ce titre qu'elle est intervenue à plusieurs reprises notamment au Zaïre, au Gabon, au Rwanda, et bien entendu chez nous en **septembre 1986**, et qu'elle joue le gendarme sur notre continent;
- . les manœuvres militaires conjointes, qui permettent de bien tester ce dispositif et intimider les masses;
- . **la présence de bases militaires dans nos pays, notamment celle de Niamtougou, dite (base de ravitaillement) pour ce qui concerne notre pays.**

La raison d'être des FAT, ce n'est donc pas la défense de la Patrie, de son intégrité territoriale; ce n'est pas la préservation de l'indépendance et de la souveraineté de notre pays, puisque ceci est ouvertement abandonné aux soins de l'impérialisme français, au terme des accords de défense. Leur objectif, leur mission c'est principalement d'assurer la pérennité de l'ordre néo-colonial chez nous, mais également, en cas de besoin, dans les néo-colonies voisines, et ce, dans l'intérêt de l'impérialisme français principalement, et de ses valets africains. C'est ce que ceux-ci appellent *«assurer la paix et la stabilité»*. De tels objectifs sont non seulement anti-nationaux, ils sont aussi anti-populaires.

2) Une armée anti-Peuple

«Préserver la paix et la stabilité politique» signifie, chez les impérialistes et leurs valets, **étouffer toute volonté émancipatrice du Peuple, écraser les mouvements revendicatifs et les luttes de libération nationale et sociale**. C'est le véritable objectif des FAT, et c'est ce pourquoi elles ont été formées. Ainsi, dans les thèmes des manœuvres militaires qu'elles entreprennent, le plus conjointement avec des éléments de l'armée française, interviennent souvent des questions de **«rébellion interne soutenue ou non de l'étranger»**. Et ceci, évidemment n'est pas un hasard; que **les FAT soient une machine dressée contre le Peuple**, nous en avons encore eu la preuve durant ces 4 dernières années, avec par exemple les massacres de Bê, en avril 1991, et ceux de janvier 1993, pour ne citer que quelques exemples parmi les plus récents. Ces massacres se situent dans le droit fil de ceux perpétrés pendant la période coloniale, ceux de Binaparba, de l'Akposso, de Vogan et de Pya notamment. Ils confirment bien qu'entre les armées qui ont servi aux agressions coloniales et les FAT, il n'y a pas eu rupture.

Mais il faut rappeler, **c'est aussi un instrument contre les Peuples des autres néo-colonies**. En effet, les autocrates se prêtent toujours main-forte par-delà les frontières, avec la bénédiction de la France. Les interventions officielles ou occultes au **Shaba (1978)**, au **Burkina (1985)**, en **Côte d'Ivoire (1990)** sont des exemples. Il est bien connu que, dans les néo-colonies comme le Togo, **l'armée est davantage directement sollicitée contre les Peuples, contrairement aux pays impérialistes**.

La raison en est bien simple: les bourgeoisies néo-coloniales ne disposent pas d'un appareil d'Etat aussi complexe, aussi sophistiqué et notamment d'une panoplie aussi variée en matière de répression anti-populaire. C'est pourquoi elles s'empressent de faire appel à l'armée qui, de ce fait, se retrouve constamment en première ligne. Dans les pays impérialistes, au contraire, l'armée, nous l'avons vu, sert surtout de dernier recours.

Mais, il y a en plus une particularité propre à notre pays: c'est, comme nous l'avons vu, l'existence d'une fraction pro-anglo-saxonne dynamique au sein de la bourgeoisie, et que la France tenait à contenir pour assurer sa domination, ce qui explique son recours à la solution du putsch militaire. Mais il y a plus: **le Togo était (est) un de ces pays où le Peuple faisait montre de forts sentiments et de tradition anti-colonialistes, chose intolérable pour l'impérialisme français, ses valets et ses hommes de main togolais**. Il fallait en finir, et les FAT vont s'y employer. C'est pourquoi celle-ci ne sont pas seulement une armée réactionnaire, anti-Peuple depuis 1963, **c'est une véritable armée d'occupation**, c'est-à-dire de troupes qui, dans leurs pratiques, se placent en dehors et au-dessus de la légalité même bourgeoise.

En effet, elles arrêtent, bastonnent, emprisonnent en toute impunité, y compris pour des motifs d'ordre privé, sans aucun rapport avec des questions politiques: on se rappelle par exemple, il y a quelques années, ces arbitres et spectateurs sauvagement passés à tabac, à l'issue de simple matchs de foot avec les militaires (Diables Rouges, DYTO). Bref, comme toute armée d'occupation, les FAT se considèrent comme en terrain conquis: tout leur est permis. Et ceci se reflète dans l'idéologie et dans le comportement de beaucoup de ces militaires. En effet, **la plupart ne se contentent pas de mépriser le Peuple, ces «civils» comme ils disent, convaincus de leur supériorité sur ces derniers; ils estiment avoir des droits sur eux, et ils manifestent avec arrogance dans la vie quotidienne**. On sait par exemple que les meilleures places leur sont derechef réservées dans les taxis, et gare au chauffeur qui oublie cette exigence, ce passe-droit. Certains d'entre eux s'arrogent même le droit de cuissage. Tout ceci ne fait que confirmer la nature anti-populaire des FAT.

3) **Une milice prétorienne au service de l'autocrate Eyadema et de sa clique**

Une des particularités des **FAT**, c'est que celles-ci, bien que défendant le régime néo-colonial dans son ensemble, ne représentent qu'un seul clan de la bourgeoisie, celui dont Eyadema est le chef de file. Trois facteurs expliquent cette particularité:

- les FAT ont gardé la mentalité de troupe mercenaire hérité de la période coloniale. Les militaires sont dressés pour ne reconnaître que leur corps, et leurs chefs. **Le chef qu'ils reconnaissent et qu'ils suivent c'est celui qui les paie.** C'est bien entendu Eyadema. Parce que celui-ci a la mainmise sur le budget, peut en détourner une bonne partie au profit de l'armée (au détriment des besoins réels du Peuple); parce qu'il dispose d'importants moyens de corruption, fruit du détournement des deniers publics, du Pillage de nos ressources;
- **les épurations successives et continues, entreprises au sein de l'armée, ainsi que nous l'avons vu, ont permis d'éliminer tous ceux qui pouvaient porter ombrage à l'autocrate sanguinaire, apatride;**
- **l'arme du régionalisme, du tribalisme et de l'ethnocentrisme est largement utilisée comme ciment pour rassembler les FAT autour d'Eyadema et pour en faire une milice prétorienne à son service.**

3 Une armée gérée directement de façon quasi-colonialiste, paternaliste par la France

.1. ORGANIGRAMME DES FAT

- Le Conseiller technique du Chef Suprême des Armées, Eyadema = toujours 1 CL français tel que CL Benoît
- Le Conseiller technique du Chef d'Etat-major = toujours 1 CL français tel que CL. Hennebel
- Le Conseiller Air du Chef Suprême des Armées, Eyadema = toujours 1 CL français
- Le Conseiller Services Secrets du Chef Suprême des Armées, Eyadema = toujours un CL français
- Le Conseiller Gendarmerie du Chef Suprême des Armées, Eyadema = toujours 1 CL français
- Le Conseiller Juridico-diplomatique du Chef Suprême des Armées, Eyadema = toujours 1 CL français
- Et autres « conseillers militaires spéciaux » de la coopération militaire française caisse près Eyadema
- Sans oublier les conseillers militaires volants français comme le **général Lacaze** (ancien chef d'Etat-major des forces armées françaises jusqu'au 31 juillet 1985), spécialiste incontesté des Renseignements -ex -as du service Action, ex-patron de la 11^{ème} DP du SDECE, et conseiller spécial aux affaires africaines auprès du ministre français de la Défense; le capitaine **Paul Baril de la GIGN** et propriétaire de l'organisme SECRETS ; l'ancien gendarme **Robert Montoya**, membre comme Baril de la cellule anti-terroriste de l'Elysée actuellement actionnaire de la société de mercenaires sud-africaine «Exécutive Out-comes»; l'ancien chef-gendarme lieutenant-colonel du groupe de Sécurité de la Présidence de la République (GSPR): une unité de la GIGN (Groupe d'Intervention de la Gendarmerie

Nationale) sous **François Mitterrand** , **Alain le Carro** est aussi présentement propriétaire d'une société privée de sécurité; le commissaire de la DST puis de GIGN, **Pierre Yves Guilleron**, présentement propriétaire de IRIS Conseil.

Etats-majors Généraux

1 ^{er} Bureau Gestion Personnel /FAT	Cdt - ASSIAH
2 ^{ème} Bureau Renseignements	CNE – TELOU
3 ^{ème} Bureau Instruction	CNE – BARNABO
4 ^{ème} Bureau Logistique	LCL – ROSELE (<i>Français</i>)
Direction des Services / FAT	
. Intendant	Cdt –LASALLE (<i>Français</i>)
. Finances	LCL – ROUSSEL (<i>Français</i>)
GENIE Infra	Cdt – CADEZ (<i>Français</i>)
Transmission	CNE – KARAKATOM
Commandement militaire	CNE – TEKO
	Cdt SANNINO (<i>Français</i>)
Centre national d'Instruction	A/C – DUPUIS (<i>Français</i>)
	CNE – DEFONTENAY (<i>Français</i>)
ERI – E.M.A.M.F TAMO	LCL – GNOFAME
	LCL - MASSON (<i>Français</i>)
Collège militaire TCHITCHAO (CMT)	Cdt – MANACH (<i>Français</i>)

Ecole de Formation des sous-officiers FAT
(EFSOFAT)

DAMI (Détachement d'Assistance Militaire
pour l'Instruction) de plusieurs français
dont le CL-BATAS, l'ADT -PETERS, le

SGT VERO, le CNE LESENECHAL, l'A/C
FRUJUS

SERVICE de Santé

CL SOIZEAU (*Français*)

Médecins-chefs

1 Capitaine (*Français*)

médecin-chef adjoint

Cdt - BISSANG

E.M.I.A

Cdt – EDISON (*Français*)

R.S.A.

LCL – EDJEU

RIA

LCL – NIMON

CNE – DAVALA (*Français*)

Artileries RPC

LCL – AREGBA

Compagnie de la Garde Présidentielle (RCGP)

LCL – DJOUA YOMA

CNE – SOLAIRE (*Français*)

FIR (Force d'Intervention Rapide)

CNE – LAVELENE (*Français*)

Cdt – BITENEW
OUE

Centre d'Entraînement – Transport Aéroportés
(CETAP)

Cdt – TITIKPINA

Gendarmerie Nationale	CL – WALA
Groupe Aérien Togolais (GAT)	LCL – GABORIAU (<i>Français</i>)
Base Transport Lomé (BTL)	Cdt – BRAULT (<i>Français</i>)
Base Chasse Niamtougou (BCN)	LCL – SAUBOUA (<i>Français</i>) + plusieurs autres <i>Français</i>
Marine	CNE – CORVETTE GELINET (<i>Français</i>) + plusieurs autres <i>Français</i>
Ecole de Formation de Police	Dirigée par le Service de coopération de la police française (SCPF) qui forme aussi, encadre et dirige les agents des Services de renseignements Généraux (DRG/ST) qu'il (toujours un militaire) chapeaute.

La Police Nationale Française a aussi à l'instar de l'Armée française, un Service de Coopération Technique Internationale de Police (SCTIP) créée par décret du **14 décembre 1961**, chargé, sous l'autorité du Directeur Général de la Police Française (en poste à l'étranger, l'attaché de Police du SCTIP toujours militaire est placé sous l'autorité de l'ambassadeur de France) de former, d'encadrer, d'équiper, de diriger les agents de sécurité intérieure et des Services de Renseignements Généraux et de superviser en apportant une assistance adéquate, appropriée aux problèmes de sécurité intérieure, comme de sécurité des légations diplomatiques françaises dans les pays dominés par la France. En ce qui concerne le Togo, tout le monde connaît les itinéraires et les liens de ces responsables togolais des services secrets dans notre pays que sont: feu **lieutenant Amouzou, Lambony, Sodatonou, les Malou N'Dakpan et Malou Yaya Benoît, Adomayakpor Alfred, Télou, Kakassa, Bitho, Houzou, Assih Sévérin, et autres Mémène (Pour plus de détails cf notre fascicule : *Qui dirige les Services de Sécurité togolais ?*)**

- Bureau de Coopération Militaire (BCM) avec des personnels permanents (avec des séjours de 2 à 4 ans) et de personnels tournants (pour des missions militaires de courtes durées)= plus de 150 français dont la mission formelle écrite au Togo est:

1° centraliser sous sa direction exclusive le service militaire: éviter tout dérapage pouvant gêner ses intérêts;

2° diriger, orienter, veiller jalousement sur la formation, les stages des militaires togolais à l'étranger;

3° contrôler l'achat des matériels de guerre devant provenir exclusivement de la France: il faut au préalable l'accord formel du BCM pour tout achat provenant d'un autre pays.

- Et autre dispositif militaire du secteur civil français de la **MMC** (mission militaire de coopération) française au Togo. Sans oublier ces autres officiers supérieurs de ces mêmes Etats-majors des FAT disposant de la double nationalité et dont les préférences vont immuablement à leur patrie la France. Là où c'est un Togolais qui est placé à la tête, il est flanqué d'un Français.

C'est sous le couvert des «*accords de défense*», des «*accords de coopération et d'assistance militaire*» et autres «*accords spéciaux*» qu'elle a imposés à notre pays depuis **1963** et dont les clauses sont inconnus de notre Peuple, car secrètes, que la France dirige et contrôle les dispositifs militaires et para-militaires et policiers (créés, formés par ailleurs par elle-même) dans notre pays: ultime verrou de sécurité de la France contre notre Peuple principalement. On se souvient du crapuleux débarquement de troupes françaises dans notre pays en Septembre 1986, ordonné par le Chef d'Etat français, Mr François Mitterrand. Parmi celles-ci se trouvaient:

- les fameux bérets rouges français commandés par un certain capitaine français, **Marc Jeanneau** (32 ans), Saint-Cyrien venu de Libreville (Gabon). Il connaissait certains officiers des FAT sortis, comme lui, de Saint-Cyr (France)...
- le lieutenant-colonel (français) qui, aussitôt débarqué, installa son bureau directement au siège-même de l'Etat-major togolais à Lomé et travaille en étroite collaboration avec son compatriote français, le **Général Maurice Mathiotte** détaché depuis plusieurs années auparavant dans notre pays auprès de Eyadema, au titre de attaché de coopération technique militaire. Mais en fait, ce Mathiotte est un officier français **qui s'occupait de tout, faisait tout**: Renseignements, Sécurité du pays et du Président de la République, instruction militaire aux FAT, «**cellule de l'Oeil du patron**», bref, contrôlait, dirigeait l'Etat-major des FAT à tel point que c'était lui qui, en lieu et place de Eyadéma, avait:
 - . disposé les quatre (4) Jaguar français venus de Bouar (Centre Afrique) et les hommes de la troupes d'envahisseurs de notre pays;
 - . peaufiné le plan pour attaquer les terroristes venus du Ghana;
 - . échafaudé les montages (les preuves) pour convaincre la presse étrangère et l'opinion internationale. A tel point que, pour avoir certains compléments d'information, certaines précisions sur lesdits événements, c'était sur ce colonel français Mathiotte qu'on dirigeait les journalistes.

Le 2^{ème} bureau et «*la cellule de l'Oeil du Patron*» surveillent en permanence les militaires sans s'encombrer du respect des droits de l'individu : la vie, les propos, les fréquentations de chacun, et décident de son sort.

N.B. Evidemment, suite à notre dénonciation ferme, farouche d'une telle gestion paternaliste révoltante quasi-colonialiste, la France tente d'ajuster **tactiquement** le tir: elle a rapatrié une partie de son personnel **Blanc français**, échafaude une direction bon teint faite d'hommes de paille, de après l'ignoble épuration («la nuit des longs couteaux togolaise») ethnique du 25 mars 1993 au sein des FAT, mais **l'effectivité du pouvoir sur cette armée-milice reste toujours entre les mains de la France impérialiste: c'est toujours la vieille politique coloniale; nous continuons de vivre dans cette opprobre, cette véritable honte que notre Peuple doit définitivement laver.**

2. COMMENT SE FAIT LE RECRUTEMENT AU SEIN DES FAT ?

1) Selon la volonté de la France, le recrutement est quasi secret,

fait en catimini, sans grande campagne de presse régulière (l'information là-dessus ne passe pratiquement pas sur les médias: radio, TV, mais de bouche à oreille) **laissé à la direction du «patron»: Eyadéma**. Chacun amène son

parent, son frère de village ou son protégé. Principalement, après les luttes traditionnelles (les EVALA) en pays Kabye, les jeunes, pour la plupart illettrés, analphabètes, sont enrôlés dans les FAT. Mais pas de structures spéciales pour mesurer d'instruction, de cadres pour alphabétiser, élever un tant soit peu le niveau d'instruction générale de telles recrues, encore moins les éveiller à leur devoir:

- d'amitié, de sens de fraternité d'arme entre soldats des FAT;
- envers les masses, le patrimoine national et la patrie: la culture du patriotisme et la probité.

Conséquences: aucune cohésion réelle, effective de véritable amitié au sein des FAT, capable de résister aux menées tribalistes, régionalistes et surtout à un grand choc ennemi (singulièrement de la tempête populaire conduite par le Parti) à l'encontre de ces FAT. C'est ainsi que celles-ci regorgent d'illettrés, d'analphabètes, même dans les rangs des officiers. **Ce niveau culturel des FAT est le plus bas de la sous-région:** plusieurs parmi eux ne savent même pas écrire leurs propres noms. Ceci fait évidemment l'affaire de la France sur plusieurs plans: ces éléments sont peu exigeants, dociles, serviles, plus facilement manipulables, car ignorant de surcroît leurs propres droits vue la formation au rabais que leur offre la France. **Cette France peut ainsi maintenir facilement et même développer sa politique d'assistance technique et de coopération militaires, moyen par lequel elle garde sa mainmise, son contrôle sur ces FAT.** Le népotisme, le favoritisme, le tribalisme sont plus que de règle dans toute nomination, toute promotion, tout avancement au sein des FAT où les propres fils de Eyadéma font régner leurs lois à eux.

2) **Le recrutement se fait essentiellement sur des bases népotistes, régionalistes, tribalistes**

Ainsi sur les douze mille (12.000) hommes que comptent les FAT, deux mille (2.000) sont du «Sud» et dix-mille (10.000) sont du «Nord», dont sept-mille (7.000) Kabyè, trois mille (3.000) du seul Pya (village natal du «patron») Les trois mille (3.000) Kabyè de Pya sont commandés par des parents à Eyadéma qui sont : le Commandant Djoua, le capitaine Bitenewoe, Soka, les deux capitaines Kabiya Egbam et Kabya Dao. Trois fils d'Eyadéma servent dans ces FAT sous le nom de Gnassingbe: Ernest, Rock et Bagoubadi. Ils n'ont fait aucune école d'officiers pourtant... !

3) **Les chefs des FAT ne doivent pas leur promotion, leurs grades et leur commandement à leur mérite à l'épreuve du feu, même pas à une simple formation académique**

mais à leur origine familiale, ethnique, tribale, régionale (souci permanent de dosage régionaliste préétabli par la France pour maintenir sa mainmise, son contrôle hégémonique sur cette milice prétorienne) et à la souplesse de l'échine à courber devant Eyadéma, ce cerbère de la France. Pas de motivation réelle pour l'armée (sinon l'assurance de parasitisme au dépend du Peuple) sans d'idéal noble, patriotique, au point que, dès l'approche de danger réel d'affrontement armé, des désertions drastiques, à leur fuite devant l'ennemi. Tout le monde, particulièrement ceux de Lomé se souviennent encore de la débandade, de la panique qui s'est emparée des militaires du camp de Lomé-Tokoin à la suite de l'explosion accidentel d'une poudrière: tous les militaires, les officiers en tête, avaient fui, comme des lapins ce camp, certains même à demi-nus sous les quolibets des civils accourus des environs à leurs secours. Il suffit de les voir détalier à toute jambe devant les soldats ghanéens, cf. aussi la tentative de putsch de septembre 86: «**Quoi ? Mourir pour Eyadéma ? Qui est fou !!** » (chuchotent-ils. Oui, vous avez raison d'en rire !!)

Comment s'étonner d'une telle attitude défaitiste, de lâche, devant le risque de danger imminent, devant des homologues militaires ennemis, quand on sait que

- nos militaires sont élevés dans le parasitisme, grassement et gracieusement nourris, logés dans une certaine opulence, une bombance sur le dos du Peuple travailleur, avec beaucoup de passe-droits;
- et que les officiers et une certaine catégorie de soldats (garde présidentielle) sont choyés, chouchoutés par le pouvoir France-Eyadéma pour mieux se les attacher.

4) **Les FAT, une armée gangrenée par l'incompétence et la corruption**

Ces officiers et cette catégorie de soldats de cette milice prétorienne FAT jouissent, sous le règne autocratique du Parti-Etat-RPT, de multiples privilèges et honneurs qui grèvent très substantiellement le budget national. Ils ont des émoluments très importants et tirent de gros profits de leurs diverses nominations administratives et politiques: hauts membres du RPT, commissaires du gouvernement, directeurs d'entreprises d'Etat, diplomates, chefs-cire etc.... phénomène encore plus accentué avec la présente accentuation de la militarisation de l'Administration et de toute la société. Ce sont eux qui effectuent d'énormes emprunts généralement non remboursés; et ils ont à leur disposition des caisses noires. Il n'est pas étonnant de les voir rouler en de luxueuses voitures, entretenir le commerce de taxis, de débits de boisson et de boîtes de nuit, habiter de luxueuses villas, entretenir de nombreuses maîtresses (avec plusieurs «bureaux»), s'arranger pour en expédier d'autres à l'étranger pour des stages farfelus, bidons. Avec son simple uniforme des FAT, le militaire arrête tout véhicule (personnel ou public ou taxi privé) qui passe, **pour voyager gratuitement** et en 1^{ère} classe (à côté du chauffeur), s'il vous plaît.

Bref, peut-on demander à de tels militaires gangrenés par la corruption (corrompus, corruptibles et corrupteurs) qui courent joyeusement derrière la possession de parts juteuses, qui vivent bien, très bien même, bénéficiant de surcroît de l'impunité insolente sur le plan de leur odieux, ignoble comportement privé (tandis l'immense majorité de soldats, avec leurs soldes de misère, crouPIssent en compagnie de leurs nombreuses familles, dans des baraques des temps coloniaux), à ces militaires de plus en plus rivés, accrochés de toutes leurs forces à la belle vie faite de privilèges, de fortunés et d'honneurs, auxquels ils sont habitués, d'aller risquer leur vie dans un affrontement dangereux, mortel ? Non, de tels militaires des FAT, des FAZ (Zaïre), des FAG (Gabon) etc... ne peuvent qu'avoir peur de risquer leur vie joyeuse, refuser d'aller affronter un ennemi dangereux, où ils pourraient laisser leur peau, mourir. Lâcheté de leur part ? Non: ils ne veulent pas cesser de bouffer, de vivre !!! Et ce ne sont pas les capitaines Lawson Franscico, Lawson Merlaud, Djoua, Sèyi Mémène, Assila, Sanvi, Gnofame, les fils à Eyadéma, etc.... qui nous démentiraient.

5) **Certains postes sont rigoureusement interdits aux éléments du « Sud »**

Ainsi :

- les soldats du «Sud» ne peuvent être employés:
 - . aux magasins d'armes
 - . à l'escorte présidentielle
 - . comme chiffreurs;
- les officiers du «Sud» ne peuvent servir:

- . comme commandants d'une unité de combat
- . à la garde présidentielle (RCGP)
- . au deuxième bataillon motorisé (Chars)
- . au régiment para-commando
- . comme officiers armements (TAM)
- . comme officiers transmissions
- . comme officiers chiffres

6) Au sein des FAT, il y a des unités d'élite constituées sur la base de critères ethniques, tribalistes

Bref, les hommes des FAT sont ainsi recrutés essentiellement parmi les nécessiteux, privés d'un avenir heureux et ceux de la constellation familiale, ethnique voire politique, du despote Eyadéma. Tous ceux-ci sont ainsi heureux de servir avec des soldes et autres avantages matériels, considérés comme un privilège. Toute leur éducation militaire est faite de dévouement et de soumission à leur bienfaiteur Eyadéma, leur dieu, à qui ils se sentent d'éternels redevables, et à la France évidemment, et d'obéissance absolue, aveugle aux ordres de leurs supérieurs. Des ordres de **fauves dressés contre leur Peuple et leur patrie** qui pourtant les nourrissent de fait avec leurs fruits. Les FAT constituent pour ces soldats un moyen de gagne-pain.

On en est donc à la situation suivante:

- tout le haut commandement, tous les postes stratégiques de l'armée sont entre les mains de l'autocrate et de ses affidés;
- certaines unités, parmi les plus importantes, sont directement reliées à lui et n'obéissent qu'à lui (la FIR, la garde présidentielle);
- il existe au sein des troupes une véritable hiérarchie parallèle indépendante de la hiérarchie officielle et reliée directement à la personne d'Eyadéma. Cette hiérarchie parallèle au sein de laquelle de simples sergents ont parfois plus de pouvoirs réels que des capitaines, quadrille toute l'armée;
- la formation inculquée aux soldats des FAT vise à faire d'eux des soldats dévoués avant tout à Eyadéma. Certains chants en marche attestent d'ailleurs. Il s'agit bel et bien d'une milice prétorienne au service de l'autocrate; ce que confirment de nombreux faits, notamment:
 - . l'échec de nombreuses tentatives de coups d'Etat militaires, voire de mutineries au sein des FAT;
 - . les vaines tentatives de Koffigoh, alors Premier ministre de la Transition, pour déloger «légalement» Eyadéma de la direction des FAT, en application des décisions de la CNS: mise à la retraite en tant que Général d'armée, nomination d'un nouveau chef d'Etat-major, Bonfoh...
 - . le putsch de décembre 1991 contre le gouvernement de Koffigoh.

Si la démocratie, c'est la loi, l'expression de la volonté de la majorité, donc du Peuple, les FAT de France-Eyadéma étant au service de l'infime minorité insignifiante de la population du Togo, alliée et appui local de

l'impérialisme notamment français, sont anti-démocratiques aussi bien par leur composition sociale que les intérêts, la cause qu'elles défendent. Elles anti-démocratiques sur toute la ligne si l'on se réfère aussi à leurs propres organisation et fonctionnement interne.

Une telle armée milice est une ennemie du Peuple et de son émancipation, un obstacle à l'indépendance, à la souveraineté, à la liberté et au progrès social. C'est ainsi qu'elle doit être considérée. Prétendre revendiquer la «neutralité», c'est se moquer du Peuple. En effet, comme nous venons de le voir, non seulement aucune armée au monde ne saurait être neutre, mais les FAT n'ont jamais cessé d'afficher leur couleur, de montrer leur véritable nature. Mais cette «neutralité» des FAT revêt, comme nous l'avons déjà vu plus haut, une signification bien précise; elle correspond à leur objectif, leur velléité politique, qui est de partager le pouvoir avec l'autocrate.

En effet, qui dit partage du pouvoir dit partage de l'appareil de l'Etat, et notamment de la direction des FAT. **C'est donc une armée au service, non plus seulement de l'autocrate et de sa clique, mais d'un système oligarchique au sein duquel leurs propres fractions auraient toute leur place.** Voilà ce qui se cache derrière cette «neutralité» qu'ils revendiquent. Bien entendu, une telle armée ne cesserait pas pour autant d'être un instrument d'oppression des travailleurs et des masses populaires. Mais la démocratie lui servirait désormais d'alibi. C'est pourquoi nous devons continuer à dénoncer l'hypocrisie de cette prétendue revendication.

L'histoire nous apprend qu'on ne peut envisager le changement d'un régime sans envisager la destruction de l'appareil d'Etat ancien et la mise en place d'un appareil d'Etat nouveau. La démocratie est inconcevable avec une telle armée anti-démocratique formée pour réprimer le Peuple, le tenir en respect. Un véritable changement démocratique radical implique nécessairement le démantèlement des FAT et sur leurs cendres la mise en place d'une armée nouvelle du Peuple, composée de citoyens en armes, chargée d'une autre mission, cette fois-ci patriotique au service du Peuple travailleur, dans un Togo disposant d'un service militaire universel. Ce qui implique entre autres, la dislocation de l'armée encore en place, et l'organisation d'une armée nouvelle.

L'instauration d'un régime nouveau, d'une république démocratique indépendante, moderne et de progrès dans notre pays, passe donc nécessairement par la destruction des FAT, qui, de par leur composition, leur organisation, leur orientation, leur nature, constituent un obstacle majeur aux aspirations légitimes des travailleurs et du Peuple: l'indépendance, la liberté, la démocratie et le progrès social, et la constitution d'une Armée Nouvelle dont la mission sera de défendre les nouvelles conquêtes, les nouveaux acquis populaires.

Pour cela, **des tâches spécifiques s'imposent aux communistes et démocrates révolutionnaires.** Ce n'est pas le lieu de les détailler ici. Tout au plus peut-on dire qu'elles sont de deux sortes: -travailler activement à affaiblir les FAT, à les disloquer en tant que force organisée, et ce, en utilisant les contradictions inévitables en leur sein; -œuvrer au renforcement de la **GARDE ROUGE (GR), le noyau de la future Armée Rouge des Ouvriers et des paysans, celle qui permettra au Peuple de l'emporter de manière décisive à l'issue de l'affrontement inévitable avec les forces de la réaction togolaise et de ses maîtres impérialistes.**

Lomé, 10 octobre 1993
AGADA FOSSI
Le Parti Communiste du Togo